

**Coopération.** Créé à l'initiative de l'Espagnol Diego Hidalgo, le Club de Madrid s'assigne pour objectif d'aider les États à accomplir leur transition économique et politique.

# Libéraux de tous les pays...

SAMIR GHARBI

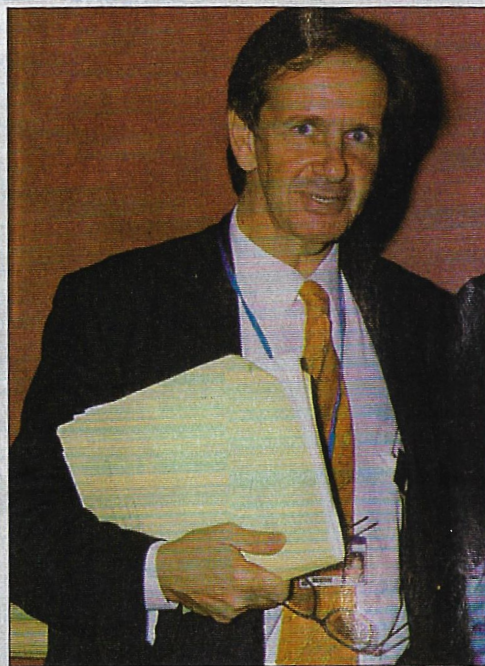
Les nouvelles démocraties et les pays en transition – vers le libéralisme, s'entend – auront leur club. Il est né à Madrid le 27 octobre, à l'initiative du philanthrope espagnol Diego Hidalgo. Âgé de 59 ans, ce diplômé de Harvard est connu pour l'intérêt qu'il porte au continent africain tant sur le plan économique qu'artistique. « C'est un homme courageux, généreux et ouvert », dit de lui un ami de longue date. Il a quitté son dernier poste – responsable, à la Banque mondiale, des projets dans quarante-cinq pays africains – en 1977 pour créer la Fondation pour la recherche et l'investissement en faveur du développement en Afrique (Frida). Depuis, il n'a cessé d'agir en faveur du « dialogue avec l'extérieur », notamment au sein de la Fondation espagnole pour les relations internationales (Fride) et de la Fondation Gorbatchev.

Diego Hidalgo estimait qu'il manquait, sur la scène internationale, un organisme de réflexion consacré au soutien aux pays de l'Europe de l'Est et, de façon générale, aux États qui sortent du communisme ou d'autres régimes autoritaires. Issu des travaux de la Conférence sur la transition et la consolidation démocratiques qui s'est tenue, les 26 et 27 octobre, dans la capitale espagnole sous l'égide du roi Juan Carlos, le Club de Madrid a été

créé pour répondre à cette ambition. Sa présidence a été confiée à l'ancien dirigeant de l'Union soviétique, Mikhaïl Gorbatchev.

Quatorze chefs d'État ou de gouvernement y ont participé : ceux de l'Albanie, du Brésil, de la Centrafrique (représentée par son Premier ministre, Martin Ziguélé), de la Croatie, de l'Espagne, du Ghana (représenté par son président John Agyekum Kufuor), de la Hongrie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Macédoine, du Mozambique (représenté par son président Joaquim Alberto Chissano), de la République tchèque, de la Roumanie et de la Yougoslavie. Ils ont été rejoints par dix-huit anciens chefs d'État ou de gouvernement, dont l'Américain Bill Clinton, le Portugais Mario Soares, le Mexicain Ernesto Zedillo et la Canadienne Kim Campbell.

L'essentiel des travaux a été confié à une centaine d'experts et d'universitaires venus de plusieurs pays, dont l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya et la Turquie. À noter l'absence de représentant des pays arabes ou du Maghreb, avec lesquels l'Espagne entretient pourtant de bonnes relations politiques et économiques. Est-ce à dire que le critère de sélection – les progrès vers la démocratie – ne s'applique à aucun d'entre eux ?



Diego Hidalgo, ancien responsable de projets à la Banque mondiale.

L'adhésion au Club est, en effet, soumise à plusieurs conditions qui ont fait l'objet d'un document d'une centaine de pages divisé en huit chapitres. « Les mesures anticorruption » arrivent en tête, suivies de la conception de la Constitution, des rapports entre les pouvoirs législatif et exécutif – et de ce dernier avec le pouvoir judiciaire –, des conditions économiques et sociales, de la consolidation du pluralisme social et politique, de la réforme de l'administration et, enfin, du rôle des forces armées et de sécurité. Élément décisif pour y entrer : le rang du pays candidat dans le classement de l'organisation américaine Freedom House<sup>(\*)</sup>.

Pour juger de l'avenir de ce Club,